

*Proposition présentée par les députés :  
M<sup>me</sup> et MM. Daniel Sormanni, François  
Baertschi, Sandro Pistis, Thierry Cerutti, Pascal  
Spuhler, Jean Sanchez, André Python, Ronald  
Zacharias, Henry Rappaz, Christian Flury,  
Sandra Golay*

*Date de dépôt : 29 septembre 2015*

## **Proposition de motion** **Service de réinsertion de l'HG, et si on faisait un bilan**

Le GRAND CONSEIL de la République et canton de Genève  
considérant :

- les nouvelles tâches de l'HG, en matière de réinsertion ;
- les difficultés d'insertion des sans-emploi à Genève ;
- les réorganisations en cours au DEAS ;
- la nécessité d'évaluer les différentes politiques publiques visant à l'insertion des personnes sans emplois (HG & EDS, notamment) ;
- les difficultés rencontrées par de nombreux prestataires de l'HG, dans leur prise en charge ;
- le nombre très élevés de sans-emploi à Genève,

invite le Conseil d'Etat

- à enquêter sur les plaintes des prestataires de l'HG, quant à leurs prises en charge et les possibilités de formations visant à la réinsertion ;
- à faire un rapport détaillé au Grand Conseil concernant la délivrance des prestations de l'HG, l'accueil des prestataires et les possibilités de formation visant à la réinsertion.

## ***EXPOSÉ DES MOTIFS***

Mesdames et  
Messieurs les députés,

La présente motion vise à demander au Conseil d'Etat de renseigner le Grand Conseil quant aux prestations de l'HG et la satisfaction des prestataires et de mesurer la performance de réinsertion obtenue par l'HG.

Certaines politiques publiques doivent être évaluées, dans le but d'ajuster, le cas échéant, les politiques publiques.

La capacité d'une société à tout mettre en œuvre pour que chacun trouve sa place dans le monde du travail est un facteur déterminant pour son harmonie et sa prospérité et toutes les actions allant dans ce sens doivent être encouragées au vu des bénéfices qu'elles engendrent.

L'objectif du plein emploi constitue un idéal que toutes les sociétés tendent à atteindre. Sur lui se fondent notamment les politiques menées en Suisse et à Genève en matière d'insertion et de formation professionnelle.

Vu ces explications, nous vous invitons, Mesdames et Messieurs les députés, à accueillir favorablement cette motion.